Abdelhamid Mehri : Tous pour le changement comme alternative au système actuel

Il est rejoint en cela par Abdelhamid Mehri, plusieurs fois ministre, ancien ambassadeur et ex-secrétaire général du FLN. Admirable dans sa constance et sa persévérance, le vieux militant et routier de la politique ne va pas avec le dos de la cuillère dans un débat sur les perspectives de l'Algérie appelant à l'union de toutes les forces de changement pour une alternative au système actuel moribond. «Le désir de changement est le dénominateur commun à tous les Algériens. C'est ça qui va déterminer l'avenir. 50 ans après, le système actuel est dans l'impasse, incapable de répondre aux défis d'aujourd'hui». Dans une rencontre avec des universitaires, des chercheurs, des journalistes, des militants FLN et de simples curieux de la chose politique, Abdelhamid Mehri mettra à profit la soirée ramadanesque pour disséquer et livrer son analyse sur la crise algérienne. Le signataire des Accords de Sant'Egidio ne traîne pas le complexe de la victime du «coup d'Etat scientifique». Son exposé, il le voulait concis, précis et direct. C'est vrai que loin de toute charge publique, le vieux militant du PPA-MTLD, aujourd'hui âgé de 85 ans, en profite pour s'exprimer en toute liberté, sans complaisance. «Comment avons-nous pu battre l'empire colonial français et échouer depuis 1962 ? Qu'en sera-t-il dans 30 ou 40 ans lorsque nos réserves d'hydrocarbures s'épuiseront ?» «En janvier dernier l'augmentation du prix de l'huile a provoqué des émeutes. Qu'en sera-t-il lorsque nous manquerons de ressources financières ?» Quelles perspectives pour l'Algérie face aux défis des anciennes puissances «qui fonctionnent encore avec les vieilles conceptions de domination, l'apparition de nouvelles puissances, (Chine, pays du Sud-est asiatique…) quelle politique étrangère, les relations avec la France, la communauté algérienne dans ce pays, la mondialisation et les contradictions induites avec nos intérêts, la politique algérienne vis-à-vis de la question palestinienne et dans le sillage la gestion de notre diplomatie (on ne peut pas faire le Maghreb avec Kadhafi, dit-il). La politique étrangère est menée par le président de la République et n'a pas à être conçue par lui, tient-il à préciser. Bref, c'est à une problématique à multiples facettes qu'invite à réfléchir et débattre M. Mehri qui, plus est, se fait ainsi cinglant à l'endroit de la politique interne menée, s'interroge et s'inquiète sur le rôle et la place de l'Algérie dans le concert des nations d'où elle est absente selon lui. En phase avec l'actualité, il rejette en bloc et dans le détail toute la démarche économique et politique du régime. Concernant sa lettre ouverte adressée à la commission des réformes politiques de Abdelkader Bensalah, elle n'a obtenu pour l'heure aucun écho. D'ailleurs, il affirme ne pas croire à ces réformes promises par Bouteflika dans son discours du 15 avril dernier.

«Il n'y a pas de volonté politique d'accompagner l'opinion dans la revendication de changement du système.»

Quant à l'Alliance présidentielle, il ne s'agit là, pour lui, que de l'appendice d'une «fausse démocratie toute formelle, la réalité du pouvoir unique». Alors que Abderrahmane Hadj Nacer en appelle à un changement par l'amélioration du fonctionnement du système, le droit d'accès des nouvelles générations aux responsabilités, au contraire, Abdelhamid Mehri fait le deuil de ce système auquel il faut mettre fin dans «une démarche consensuelle par la mobilisation de toutes les forces vives, sans exclusion». A propos des islamistes, sa question est ainsi formulée : «Sont-ils des Algériens ou non ?» «Est-ce le bon choix de les déchoir de la nationalité ou de

Photo : Samir Sid.

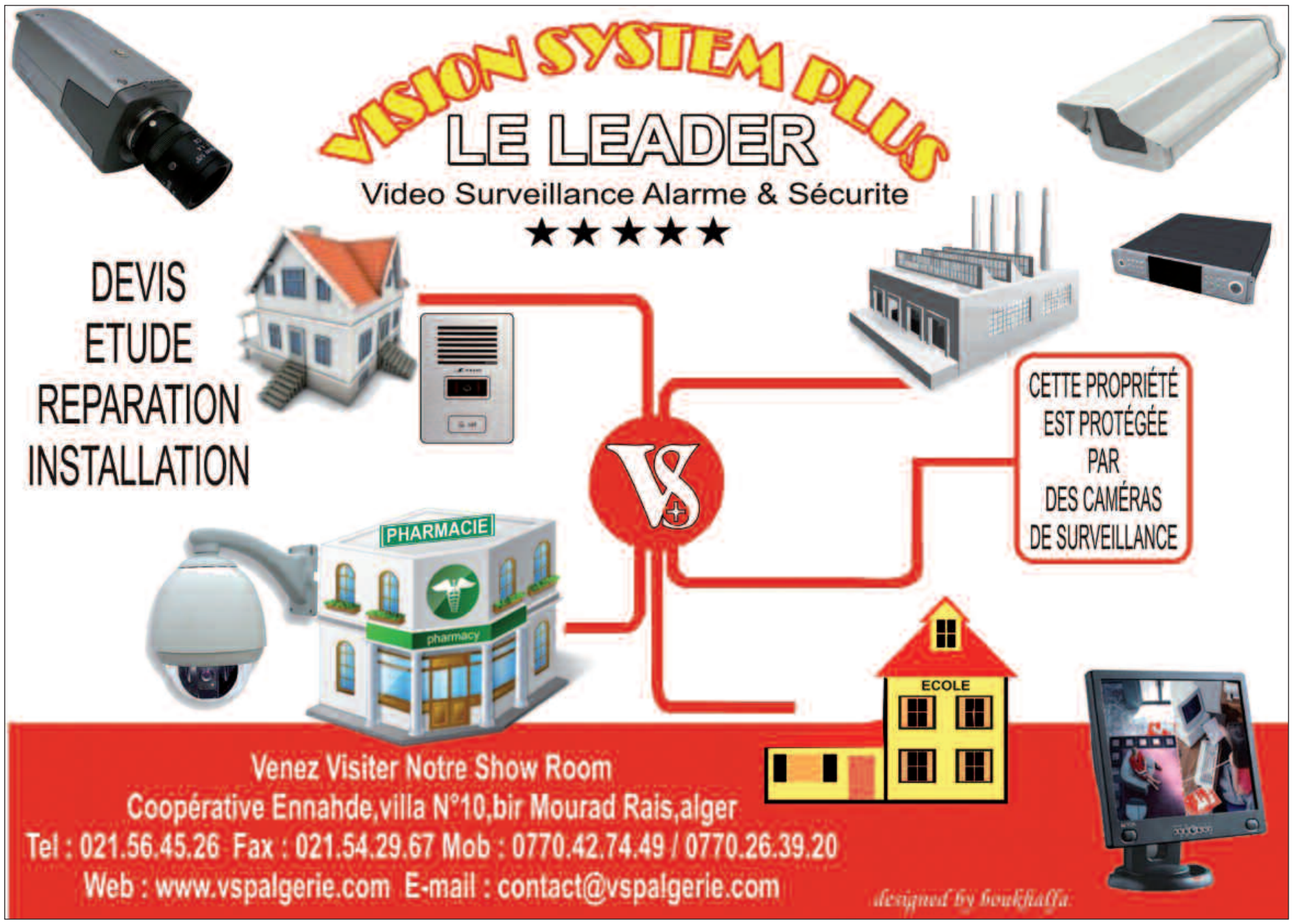
Abdelhamid Mehri.

leurs droits civiques ?». Tout en rejetant l'Etat théocratique, il souligne qu'il faut tenir compte de cette réalité présente dans tous les pays musulmans qu'est l'islamisme. Echec, crise. L'origine remonte à 1962 avec l'instauration du système d'exclusion «car comment exclure certains pour divergences de points de vue dès lors qu'il s'agissait de choix d'édification alors que tous étaient mobilisés dans un même combat pour l'indépendance !». Pour l'ex-secrétaire général du FLN, il faut revenir donc au consensus entre tous les Algériens dans un même esprit. Il en était ainsi lors de la guerre de libération lorsque partis et hommes politiques ont rejoint individuellement la bannière du FLN. Nostalgique, M. Mehri, car les conditions historiques de la mise sur pied d'un front ne sont pas du tout les mêmes. Au plan doctrinal, c'est la référence à la plateforme de la Soummam.

L'Etat démocratique et social est toujours d'actualité, la proclamation du 1er Novembre 54 étant la référence.

Vraisemblablement, l'esprit Sant'Egidio est toujours vivace dans son approche de la solution à la crise politique. Visiblement, il n'est pas le seul à penser que la solution passe par la réhabilitation des islamistes (?). Abdelaziz Belkhadem, actuel SG du FLN, Aboudjerra Soltani du MSP s'activent dans ce sens en prenant langue avec les dirigeants de l'ex- Fils soit dans leurs résidences privées ou en prison. Chargés de mission de Abdelaziz Bouteflika qui considérerait que le parachèvement de la réconciliation nationale signifie la réhabilitation du parti islamiste sous une autre appellation ? Que dirait alors l'éradicateur Ahmed Ouyahia, chef du RND et chef du gouvernement de l'Alliance, dans le cas où ce projet aboutissait ? La recrudescence des attentats terroristes ces derniers jours prouve, car c'est toujours le même scénario, que ces contacts ont lieu à un haut niveau et que cela aussi n'est pas étranger aux réformes politiques initiées par la présidence.

Auquel cas, le régime actuel se dirigerait-il vers un accord avec l'ex-Fils en échange d'un soutien, susceptible de donner un nouveau souffle au système ? Pression des manifestations pour un changement démocratique, impact des «révolutions arabes», conflit libyen : de quoi donner des nuits blanches aux tenants du régime. Le débat sur la crise est ouvert. Jusqu'au Conseil national du patronat algérien qui dit : 50 ans basta ! Il en appelle à revoir les choix du modèle économique en vigueur pour une économie valorisant les potentialités nationales. Il ne manquerait que les diseuses de bonne aventure pour y mêler leurs voix !

Brahim Taouchichet

Publicité